UNE COMMUNE NOUVELLE POUR LE GARD ?

À propos des pratiques démocratiques

Notre-Dame de la Rouvière, Saint-André de Majencoules et Valleraugue (en haute-vallée de l'Hérault)¹

« Il faudrait réduire le nombre de communes pour se rapprocher des structures territoriales européennes, maîtriser la dépense publique, faire des économies d'échelle, etc. »

Les petites communes rurales, premières visées, répondent pourtant peu aux incitations de l'Etat et boudent la commune nouvelle². Ce n'est pas sans raisons.

Repères. La question émerge, l'urgence s'impose

2017

• mars, évocation au CM de Vlr d'une fusion des communes de Ndr, Sam et Vlr en 2020 à compter des élections municipales • juillet, édito du bulletin de Ndr qui évoque le sujet • juillet, réception des maires en Préfecture.

2018

• janvier, annonce des maires à l'occasion des vœux • février, vote d'opposition à bulletin secret du CM de Sam • le 7 mars en Conseil communautaire, annonce du projet de fusion au 1er janvier 2019 (!) • mi-mars, constitution du collectif Liron-Aigoual et lancement d'une pétition • fin mars, six réunions publiques des municipalités de Ndr et Vlr confirmant la décision • 29 mars-9 avril, vœux-délibération des Conseils pour la CN • 27 juin, rencontre-débat à Valleraugue avec le journaliste Frédéric Ville, invité par le Collectif • avril 2018, dépôt de cahiers de suggestions en mairie pour s'exprimer et proposer un nom pour la CN • 12 juillet, envoi de la pétition et des 500 signatures à la Préfecture • 10 août, tenue d'ateliers thématiques à Valleraugue • 3 septembre, diffusion du dossier du Collectif à la sous-préfecture, à la presse et aux élus du Département • 25 septembre, délibération ultime des CM.

*CM pour conseil municipal, CN pour commune nouvelle,
et les communes avec leurs initiales, Ndr, Sam, Vlr.*

Des paroles entendues, du public et des élus³

- on engage une démarche volontaire avant de se faire imposer la fusion d'en haut; on a l'appui du Département pour obtenir des avantages en tant que première CN du Gard;
- l'administration communale est chaque jour plus lourde et les moyens d'une petite commune insuffisants; avec la CN on pourra investir et financer des projets bloqués jusqu'à maintenant;
- le milieu montagnard est exigeant, il s'appuie sur les valeurs de la ruralité : la proximité, le vivre ensemble au quotidien et la coopération; avec la CN disparaît l'identité propre à la collectivité et à son passé, une part essentielle à la transmission et au partage d'un patrimoine commun.
- l'urgence d'une CN pour le début d'année 2019, c'est l'impossibilité en période pré-électorale de lancer un projet (respect de règles pour la communication de la commune), et l'annulation prochaine du bonus financier de l'Etat; il faudra bien y venir, c'est la marche de l'histoire;
- on fait confiance à nos élus, on les a choisis pour assurer au mieux le développement de la commune; tout le monde ici se connaît, il ne faut pas perturber la tranquillité et la bonne entente par la contestation;
- le projet n'a pas de contenu mobilisateur pour les habitants; aucun bilan ni perspectives à moyen terme n'ont été présentés en réunions publiques; la décision a été prise avant de consulter les habitants, résidents comme non-résidents;
- dans ce territoire étendu et accidenté de serres et de valats, les contraintes de déplacement sont permanentes. Avec la dispersion de l'habitat et des infrastructures, la centralisation à moyens constants ne peut que favoriser à terme une auréole d'habitats, d'activités et de déplacements autour du chef-lieu.

Une information verrouillée

L'échéance de finalisation imposée du dossier (octobre 2018) a manifestement bousculé le travail des élus.

Les maires ont étalé leur volontarisme sur le réseau social facebook, sans poser ni questions ni réflexions. Les réunions publiques fin mars et les ateliers thématiques d'août, annoncés par simple affichage (sans courrier aux habitants), et réalisés dans la précipitation, n'ont attiré qu'une assistance restreinte⁴.

Après une heure de communication, avec powerpoint obligé, les maires ont à chaque fois refusé le débat sur le fond (cf. enregistrements) en soulignant que la décision était prise mais que toutes les questions pourront être posées (!...). Ils

n'ont d'ailleurs pas répondu à l'invitation de la soirée-débat avec le journaliste et auteur Frédéric Ville⁵.

Le choix délibéré des élus pour une fusion pure et simple, sans communes déléguées, surprenant et révélateur du manque d'écoute de la population, est resté inexplicé malgré la question posée en public. La demande aussi faite de tenter de rétablir le contact pour dialoguer avec le maire et les élus de Sam (commune de l'ancien canton de Valleraugue) a été ignorée sous prétexte que le CM s'était écarté du projet.

Toutes les réunions de préparation de la fusion, comité de pilotage, concertation avec les agents, comités techniques etc. se sont déroulées à huit-clos. Aucune proposition n'a émergé pour que des habitants (éventuellement sélectionnés) puissent participer aux discussions, ou même simplement assister. Aucune des associations locales concernées n'ont été invitées, chacun sait pourtant le travail au long cours, gratuit, qu'effectuent leurs membres sur le territoire.

Aucun document, avancement de travaux ou comptes-rendus de réunions n'a été mis à disposition du public., rien n'a été diffusé⁶ hormis des papiers convenus sur le site local du Midi-Libre.

Quelle implication pour les citoyens ?

«Nous, on représente quand même toute une majorité silencieuse de gens qui sont venus, qui ont entendu ce qu'on avait à leur dire, et qui nous disent "allez-y, c'est vous qui avez raison !". Ces gens-là on ne les entend pas, forcément, ils sont d'accord, donc ils ne s'agitent pas.»⁷

Les élus de notre commune rurale "ignorent" -et cette citation le montre- le besoin et l'utilité de partager des responsabilités et des initiatives avec le citoyen, y compris pendant un mandat. Ceci explique cela, l'abstention locale des électeurs peut être forte (35% aux dernières municipales de Ndr), et la difficulté notoire pour trouver des candidats aux élections.

Il est vrai, les textes encadrent strictement l'expression politique locale et freinent la démocratie participative. L'accord des CM à la majorité suffit, par ex. pour présenter un projet de CN à la validation des autorités. Le CGCT de son côté consacre notoirement le pouvoir du maire, particulièrement fort dans les petites communes (ordre du jour, mode de fonctionnement du conseil, choix des commissions, etc.).

Les élus peuvent donc décider de "supprimer" leur collectivité territoriale en cours de mandat (un élu de Ndr a d'ailleurs démissionné sur ce motif), mais cela

ne veut pas dire qu'ils sont légitimes pour le faire seuls, sans solliciter les administrés. De même, et sans avoir d'éclaircissement sur l'opposition du CM de Sam, on peut estimer que les habitants, là aussi, auraient pu avoir voix au chapitre.

La précipitation des élus n'est, assurément, pas le temps du citoyen. Pour que la réflexion individuelle et collective prenne consistance, il faut apporter de l'information, apprendre à se connaître, parler en public, et donner du temps à l'échange.

Des outils "formels" auraient pu être testés, dès la première année du mandat, pour faciliter la prise de parole, pour débattre utilement au sein de la collectivité (conseil extra-municipal, conseil de sages, rendez-vous périodique de débat citoyen...).

Des outils participatifs auraient du être proposés tôt à la population pour cadrer le chantier de la CN, par exemple : une commission ad-hoc pour recueillir et mettre en discussion les propositions; adopter le vote à bulletin secret pour les délibérations majeures; pratiquer le référendum local pour partager la responsabilité politique du projet.

Le vivre ensemble en miettes

«Rechercher l'avis construit de "citoyens éclairés". Recréer de la proximité pour entendre les habitants dans leur diversité ?»⁸

Quand il s'agit d'une décision d'intérêt commun, comme celui de créer une CN⁹, la considération du citoyen, essentielle, devrait s'imposer à tous. Son absence suscite et entretient la défiance envers nos élus et au delà le politique. Elle coupe court à toute velléité d'implication, initiative individuelle ou collective, dans la marche de la commune. On pourra alors reprocher aux résidents ou non-résidents, notamment les actifs jeunes, leur apathie ou désintérêt pour la commune !

L'argument habituel, implicite dans le vote législatif, évoque le risque d'instabilité ou de blocage du Conseil si l'on ouvre l'expression à une opposition non élue. Pour justifier l'exclusion, on parlera alors de l'ignorance, de l'incapacité du public à comprendre et formuler des idées sur les questions communales.

Cette infantilisation, plus ou moins consciente, délite peu à peu en profondeur le ciment social.

Le vivre ensemble, fondé sur les relations de proximité avec et entre les habitants, se nourrit du partage de préoccupations "profanes" (famille, école, travail,

loisir...), mais aussi des inquiétudes, des espoirs sur des évolutions que l'on peut souhaiter maîtriser, ensemble.

C'est en favorisant la diversité des points de vue, en aménageant des espaces de controverse, de débat et de coopération, localement, qu'on pourra l'enrichir.

M. Langlois, 24/09/2018

Compléments

- Collectif Liron-Aigoual. Fusion des communes, mais pour quel avenir !!! 2018, 5p.
- Points de vue de l'habitant, enregistrements, références sur le site indépendant, <http://nddlr.free.fr/wiki9/>
- Cécile Blatrix, La démocratie participative en représentation. Sociétés contemporaines 2009/2 n° 74, p. 97-119
- Blondiaux Loïc et Fourniau Jean-Michel. Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? Participations 2011/1 n° 1, pp 8-35.

¹ Réflexion d'un habitant au Vigan et à Ndr depuis 20 ans. Ce texte n'engage en aucune façon le Collectif Liron-Aigoual. Pour les thèmes de la CN envisagée, on pourra se référer à l'analyse du Collectif (réf. infra)

² Malgré le renouvellement des incitations politiques et financières, le nombre de communes n'a pas baissé de manière significative en France. Aujourd'hui les créations de CN diminuent, même si un rebond est probable en 2019 (DGCL/BIS n°115; mars 2017).

³ Autant de points évoqués par les habitants sur la CN pendant des rencontres, des discussions, et pendant la pétition

⁴ Négligeable pour les ateliers. La tenue de 6 réunions publiques dans les principaux lieux habités, avant l'arrivée des non-résidents, a joué aussi pour limiter le risque d'une éventuelle contestation

⁵ Auteur de "Communes nouvelles. Atouts... et dangers". Salientes Editions, 2017, 172p.

⁶ Dans ce contexte, l'objectif primordial du Collectif a été de se documenter, d'apporter des compléments d'information au débat, et en diffusant in fine une plaquette à tous les habitants.

⁷ Interview des maires, Gazette du pays viganais du 18 juin 2018 (source : A-C. Lhomme, <https://eccehomolevigan2017.eu>)

⁸ Décider en 2017 : le temps d'une démocratie "coopérative". Mission sénatoriale sur la démocratie, mai 2017

⁹ Comme faire des choix sur l'entretien du patrimoine, sur l'urbanisme, le maintien d'un service en régie, etc.